

## Moyens de Défense de la Sécurité Nationale

Publicação: [Cadernos do Lumiar Nº 2](#)

Data de Publicação: 1994

Il s'impose de distinguer ici entre les stratégies et doctrines militaires; comme moyens de faire face au danger, et le meilleur usage possible des ressources et des particularités de l'espace stratégique arabe.

Stratégies, doctrines militaires

Les auteurs arabes reprennent des analyses largement diffusées dans études internationales de stratégie et pratiquent régulièrement l'exercice conventionnel de l'évaluation des rapports de forces. Pendant de longues décennies, ils, reconnaissaient à Israël l'avantage par air, mer et terre. Ils lui reconnaissaient une considérable avance en matière d'industrie d'armements (les chars, les armes conventionnelles, les avions). Ils enregistraient avec une inquiétude plus grande les efforts déployés par l'Iran et la Turquie. Le leitmotiv de ce bilan était le constat d'un déséquilibre qualitatif croissant entre les Etats arabes et leurs ennemis potentiels ou actuels. La fin de la première guerre du Golfe entre l'Irak et l'Iran fut saluée comme un élément de rééquilibrage. De nombreux auteurs dans le domaine de la sécurité pour concentrer nationale reconnurent dans les capacités dévoilées par l'Irak une rupture avec L'état ancien du rapport des forces.

Après la guerre du Golfe, un grand désarroi était perceptible chez les experts arabes en matière de sécurité, quelle qu'ait été la position qu'ils avaient adopté lors du conflit. Peu parmi eux considèrent qu'il pouvait encore exister des possibilités militaires réelles du côté arabe face à ses «ennemis». En plus des capacités d'intervention démontrées par les puissances de l'après- guerre froide, les armes détenues par les pays du front paraissaient dépassées. Pour ceux dont l'armement était essentiellement soviétique, comme cela est le cas pour la Syrie, il n'existait même plus de moyens d'importer de pièces de rechange. Les conditions ont radicalement changé: les écrits des stratèges arabes portent la marque de cette conscience douloureuse.

Quelques réactions moins résignées peuvent être cependant décelées: on sait qu'elles concernaient le type de forces militaires à construire pour les besoins de sécurité arabe, la doctrine dominante ne reconnaissant que deux possibilités: soit la construction d'une force militaire à même de faire la guerre régulière traditionnelle, une guerre d'armées

classiques organisées; soit la construction d'une force militaire populaire à même de mener une guerre populaire de longue haleine.

Les premiers choix semblent commandés par les conditions particulières de la sécurité dans les Etats arabes: les Etats ayant à faire face à des mouvements séparatistes voyant dans la construction d'une force armée la seule voie possible. Le choix était également imposé par l'existence de menaces provenant de forces armées conventionnelles supérieures: les forces armées occidentales et l'armée israélienne.

Le recours à la guerre populaire de longue haleine comme moyen de compensation s'avérait nécessaire pour compenser l'infériorité face à ces armées et pour réaliser «l'épuisement stratégique». Mais cette seconde dimension ne pouvait être possible que dans le cadre de régimes «populaires».

Etrangement, la question de la nature des régimes, de leur légitimité, du degré de participation a toujours occupé dans les écrits stratégiques arabes une place de choix. Mais la guerre du Golfe rendit dépassée, aux yeux des théoriciens arabes, la théorie des guerres défensives classiques: le monde découvrit un nouveau type de guerre, celle dite de «basse intensité», à l'usage surtout des grandes puissances: elle se base sur de petits moyens et peu d'hommes pour concentrer une force de frappe considérable, notamment par le renforcement des forces aériennes et maritimes.

La grande tâche des armées professionnelles serait de trouver la parade appropriée face à la guerre de basse intensité: il s'agit de s'adapter à cette nouvelle guerre qui s'appuie sur des moyens sophistiqués de détection, les satellites, les avions invisibles, des mesures et contre-mesures électroniques.

Les Etats arabes ne sauraient pour autant négliger l'édification des forces armées conventionnelles. Les auteurs arabes considèrent que les Etats européens ne sont pas en mesure d'attaquer d'autres pays européens, et qu'il s'agit là de leur faiblesse. L'avantage des Etats arabes face à une agression européenne réside dans l'existence d'Israël. Ils doivent être à même de faire face à une offensive d'armées conventionnelles et à des opérations spéciales. D'importantes structures des forces armées existantes doivent donc être maintenues et cela économise des coûteuses et douloureuses remises en cause conceptuelles, et les problèmes qu'il y aurait à substituer brutalement une politique à une autre.

Sur la question des armes de destruction massive les termes d'approche sont similaires. Une des préoccupations centrales des auteurs arabes est que des forces représentant de graves menaces pour la sécurité nationale arabe disposent de capacités nucléaires.

Le problème est énoncé chaque fois en termes d'urgence, sollicitant une solution adéquate. Il s'agit d'un facteur déterminant permettant de renverser tout rapport des forces de manière radicale: L'existence de risques de destruction massive ne peut être dépassée qu'à travers un processus aboutissant à l'équilibre de la terreur. Il est difficile d'instaurer cet équilibre vis-à-vis des grandes puissances.

La question est cependant différente pour Israël qui n'a pas pour l'instant encore déclaré détenir des armes nucléaires, malgré la multiplication d'indices sur la détention ou la capacité de l'Etat israélien à en produire. Israël a constamment veillé à entourer la question de l'armement nucléaire d'une crainte dissuasive.

Unanimement, les auteurs arabes considèrent que les Etats arabes, qui ne sont protégés par aucun parapluie nucléaire, changeraient radicalement les rapports des forces à l'égard de leurs «ennemis» s'ils venaient à des armes nucléaires; la seule alternative qu'ils reconnaissent à une course à l'arme nucléaire est l'idée d'un désarmement nucléaire de l'ensemble de la région.

Il faudrait ajouter à ces grandes préoccupations un grand nombre de propositions faites par les stratèges arabes soit pour la création de structures de réflexion ou de décision, de cadres de formation, ou de dispositifs d'action. Relevons quelques-unes d'entre elles: unification de l'action des forces armées, création de structures d'évaluation et d'analyse, d'un conseil de sécurité arabe, création de corps armés communs, d'un Etat-major unifié, de forces armées spécialisées, de manoeuvres, de zones militaires appropriées pour la défense de la sécurité arabe.

Mais outre les stratégies, les conceptions des forces armées et des armements, la littérature stratégique arabe accorde une place considérable aux conditions objectives dans lesquelles sont mobilisés les moyens pour faire face aux multiples défis sécuritaires.

#### Ressources, espaces stratégiques

De nombreuses images circulent dans les écrits arabes de stratégie sur la nature des réalités géostratégiques du monde arabe. Certaines descriptions désignent un monde arabe exposé aux plus grands dangers: pénurie de l'eau (les sources de l'eau arabe se trouvant pour l'essentiel hors des «frontières arabes»), absence de façades maritimes ouvertes et maintien de la plupart des pays arabes à distance des grandes routes maritimes, disparités démographiques (excroissances égyptiennes par exemple, et insuffisances des Etats du Golfe face au danger de désarabisation de cette partie du monde arabe en raison des flux massifs d'immigration asiatique), menaces que fait peser

sur sa sécurité la proximité de pays non-arabes pourvus de masses démographiques; relativement importantes en particulier en Iran, en Turquie, en Ethiopie.

Ainsi selon certains auteurs le monde arabe ne disposerait de mécanismes de défense ou d'obstacles naturels pouvant l'aider à faire face à l'agression étrangère. Au contraire, il apparaît comme grandement exposé à l'invasion et à la violation par des forces étrangères de son intégrité nationale. De plus par sa situation géographique il apparaît comme l'une des régions les plus proches des cercles d'intérêt des grandes puissances: il est ainsi immédiatement voisin de l'espace de l'ex-Union soviétique, de l'Europe de l'ouest, et se trouve dans la plupart des axes de projection de la puissance américaine. Ainsi le monde arabe apparaît-il à ces auteurs comme l'une des régions les plus exposées dans le monde actuel aux menaces extérieures. La dite «profondeur stratégique» arabe est lue en termes de fragilité: il serait exposé en plusieurs de ses parties à la fragmentation, au découpage (scissions, occupations sous des formes variées). De par la nature de ses côtes, il apparaît comme un ensemble de cibles faciles à atteindre par toute puissance navale, de quelque niveau qu'elle soit. La pensée stratégique met en évidence un absent dans les politiques de sécurité des trois pays: la mer. Tout semble orienté vers la maîtrise du territoire. La pesanteur vers le territoire est manifeste. D'autres auteurs arabes lisent les réalités géostratégiques sous l'angle des avantages: extension sur deux continents, superficie dépassant celle de l'Europe occidentale ou des Etats-Unis, largeur et grandes distances, existence de zones de déploiement des armées, mais disproportions entre la superficie et le type d'actions – il s'agirait là d'un handicap stratégique s'opposant à la concentration des forces et à la liberté d'action, empêchant la transformation des armées arabes, forces matérielles potentielles en forces véritablement opérationnelles.

Une liaison d'importance croissante a fait jour dans les écrits stratégiques arabes entre «sécurité» et «développement». Assurer la sécurité exigerait la mobilisation de l'ensemble des efforts de la société, donc la participation de toutes les catégories sociales et une démarche consensuelle.

Dans cette perspective l'économie constituerait l'un des principaux fondements de la sécurité des Etats arabes. La région arabe est riche en ressources naturelles et humaines. Elle vit un état d'arriération économique et social, de déséquilibres de toute nature qui conduisent tout droit l'effondrement de toute notion de sécurité nationale arabe. Les ressources et richesses constituent normalement une source de force pour les sociétés fortes, et une cible pour toutes sortes d'ambitions, et un point d'attraction de

risques et de menaces pour les sociétés faibles. Aussi l'économie se voit-elle fixer pour tâche la réalisation des besoins vitaux du développement et de la défense.

La plupart des écrits définissent la dépendance comme le plus grand risque économique encouru par la sécurité nationale arabe. L'importation de produits alimentaires, d'habits et de moyens de production signifie que la nation est privée d'un nombre considérable de ses besoins vitaux et de développement. Dans la même perspective, le départ d'un grand nombre de travailleurs hors du monde arabe est perçu comme élément grande fragilité. De même, les flux d'argent arabe, notamment sous la forme de dépôts d'avoires à l'étranger, sont devenus source de menaces au lieu de constituer un élément de force. Les Etats lieux de dépôts peuvent à tout moment geler les avoires et soumettre leur circulation à la politique de leurs intérêts, notamment anti-arabes. En conséquence, il importe que les Etats arabes développent leurs capacités d'utilisation de cette masse monétaire en comptant davantage sur eux-mêmes.

Chaque composante du monde arabe devrait s'appuyer sur les autres afin d'assurer la satisfaction de ses besoins et afin de limiter la dépendance vis-à-vis du monde extérieur. D'un autre côté, l'endettement constituerait également une grave menace: un pays endetté ne peut être un pays libre, les pays prêteurs peuvent exercer des pressions graves comme le prouveraient les péripéties de la paix entre l'Egypte et Israël, et l'invasion du Koweït par l'Irak.

Par ailleurs, la révolution technologique revêt aujourd'hui une portée internationale et le souci majeur des forces extérieures est d'empêcher la réalisation d'un transfert de technologie vers les pays faibles. Il n'y aurait d'autres répliques possibles que de promouvoir de manière intense des centres de recherche scientifique. Certes, la nation arabe a accusé un retard considérable sur ce plan, mais elle aurait encore de fortes chances de rattraper le temps perdu. C'est dans ce cadre que la coordination arabe apparaît plus nécessaire que jamais.

En outre, il convient de dépasser la situation où l'économie reposerait sur la seule ressource du pétrole. Cette ressource risquant de s'épuiser, il s'agit là d'un grave danger. La préoccupation des Etats arabes pétroliers doit être de se pourvoir, grâce au pétrole d'ailleurs, en ressources alternatives et autres. L'économie doit s'appuyer sur des ressources variées participant de l'industrie, de l'agriculture et des services.

De manière unanime, les auteurs arabes soulignent aujourd'hui que la dimension politique (l'exigence de démocratie) commanderait les autres dimensions de la sécurité, car il ne saurait y avoir de sécurité nationale sans sécurité de l'individu et des groupes:

la prévalence des droits de l'homme, le règne de l'Etat de droit en seraient des conditions essentielles.

A priori, les préoccupations stratégiques des auteurs arabes spécialistes des questions de sécurité ne semblent pas exprimer des tendances militaristes irréductibles, ou des rêves frustrés de politique de puissance.

Une opinion couramment émise en Occident voudrait que ce soit plutôt les Etats arabes qui représentent des sources de menaces (immigration, terrorisme, drogue, intégrisme, instabilités diverses). Selon elle, les stratèges arabes devraient s'occuper davantage des problèmes de développement au lieu de s'investir dans de vaines recherches d'ennemis potentiels du côté de l'Occident.

Une telle objection, du point de vue des auteurs arabes, ne serait pas recevable tant ils s'évertuent à démontrer que les progrès économiques sont conditionnés par la garantie de conditions minimales de sécurité.

Dans son rapport introductif au rapport stratégique arabe (1985), Sayyed Yassin s'interroge sur le degré d'adéquation du cadre conceptuel dominant dans les études stratégiques, l'occidental, pour l'étude des problèmes de sécurité dans le tiers-monde. Il considère les sources de menace plus internes qu'externes (absence d'intégration nationale, de consensus national, faible degré de politisation, légitimité de l'appareil d'Etat, conflits non résolus et séquelles de l'héritage colonial, étendue de la pauvreté, diminution du taux de croissance économique, parmi d'autres).

La nature de la lecture des textes opérée ici ne permet pas d'ailleurs de rendre compte des diverses préoccupations des auteurs étudiés: leurs analyses se font souvent à coup de fortes références au développement, à la non-prolifération, au désarmement, à la démocratisation, à la légalité internationale, à la coopération, en s'appuyant sur le droit international en vigueur.

Des limites plus déterminantes semblent cependant marquer la littérature stratégique arabe. Ainsi est-il manifeste que la pratique arabe des rapports, des études, des analyses s'attachant à l'évaluation systématique et périodique des risques, menaces et problèmes divers liés aux questions de sécurité, de par la fréquence et volume, est loin de pouvoir soutenir la comparaison avec suivi, la densité des mêmes pratiques occidentales. Le plus fréquemment l'on est renvoyé à des textes de conjoncture produits presque incidemment, se démarquant faiblement de la couverture journalistique.

La décision stratégique est par ailleurs concentrée comme lieu intime des régimes. En ce domaine le système manifeste un faible besoin de la recherche. Les décideurs

essaient de préserver jalousement entre leurs mains les dossiers relatifs à la sécurité nationale. Même dans l'hypothèse d'une plus grande démocratisation des régimes concernés, les lieux de la décision stratégique semaient condamnés à ne s'ouvrir que lentement au débat démocratique.

Lorsque des structures de conseil d'expertise commencent à voir le jour, leur statut paraît ambigu; on peut relever que la distinction entre décideurs politiques et conseillers scientifiques n'est pas toujours nette. Il n'apparaît pas alors clairement si la tâche de ces derniers est d'éclairer la décision du prince ou simplement d'en justifier le bien-fondé. Ces diverses considérations doivent en outre être relativisées par le constat que les décideurs des pays arabes eux-mêmes dans le système international des phases précédentes et actuelles, et probablement dans les prochaines années, n'ont qu'une marge d'initiative stratégique restreinte, tant au niveau de la conception que de l'action. Aux termes de ce passage en revue des représentations de sécurité dans le contexte arabe, se confirme la grande variété des représentations tant du point de vue de la forme que du contenu.

Il apparaît tout d'abord qu'au cœur des écrits stratégiques se déploient confusément les éléments d'une menace imprécise, vague, formulée tantôt en termes d'interdépendance, d'interpénétration dans le sens nord-sud dans l'axe méditerranéen voire même en termes d'identité commune conflictuelle, tantôt en termes d'altérités radicales.

Globalement cependant on peut gager que derrière l'apparence de gouffre qui se dégage parfois à travers les représentations des stratèges arabes par rapport à l'Occident, jamais les interpénétrations ne semblent avoir été aussi fortes qu'aujourd'hui.

On ne peut dire que l'analyse soit plus réactive, événementielle qu'ouverte sur un monde global, en perpétuel changement, dans ses tendances profondes, à travers le long terme. Mais l'égoïsme des écrits stratégiques arabes n'est qu'apparent. L'intérêt des auteurs arabes pour les grands événements internationaux, pour les grands faits à l'échelle planétaire se manifeste au moins dans la mesure où ils ont un rapport avec le monde arabe. Sans doute le souci méthodologique les incite à centrer leurs analyses sur le monde arabe à la lumière des variations stratégiques à l'échelle internationale, ainsi du discours stratégique arabe sur les nouvelles données d'aujourd'hui, telles l'émergence de nouvelles puissances, la révolution technologique, la réforme du système institutionnel. Il n'en reste pas moins que de nombreux textes témoignent d'une vigilance particulière sur les faits internationaux sans référence particulière à l'actualité proprement arabe.

D'autre part, l'attitude du stratège arabe face à la partie occidentale ne semble point pouvoir être assimilée par exemple à l'opposition du stratège occidental face au stratège soviétique d'autrefois, c'est-à-dire en termes d'opposition radicale. Dans le contexte des rapports arabo-occidentaux, le problème ne s'exprime pas en termes d'intentionnalité à travers une grille lecture opposant perceptions négatives et perceptions positives. L'ambiguïté et la fluidité marquent grandement ce type de représentation.

Derrière les discours diabolisant à merci l'Occident, l'attitude fondamentale du stratège arabe relève plus de la défiance ou de la méfiance que de l'opposition. Même dans les définitions courantes de «l'ennemi» dans une perspective islamiste, l'élément idéologique anti-occidental paraît exagérément amplifié par des lecteurs occidentaux pressés de se pourvoir en ennemis de substitution.

Il est significatif que le ton général des stratèges d'obédience islamiste reste défensif et se projette en termes de composition avec les intérêts européens. Le but n'est-il pas ici d'éviter dans un élan presque désespéré le déclassement et le hors-jeu? Ces méfiances arabes peuvent davantage s'expliquer par les hésitations d'un Nord entreprenant activement de mondialiser ses valeurs en territorialisant ses richesses, manquant d'imagination en matière de coopération, ne sachant pas, par exemple en matière de limitation d'armements, quel code adopter.

Est-il vain de trop se centrer sur l'écrit? L'influence des différents auteurs considérés ici est loin de paraître nulle, mais il importe surtout d'identifier la vision des décideurs, les perceptions du prince? Cette seconde orientation de la recherche posera certainement de nombreuses difficultés, mais un minimum de matériau existe: il convient de le recenser exhaustivement, de l'ordonner et d'essayer d'en saisir la signification fondamentale. Une autre voie pourrait compléter les deux précédentes: l'étude de la perception des menaces au sein de l'opinion publique.